

Communiqué fédéral

CEUTA : FACE À L'INTERNATIONALE BRUNE, SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANT·ES !

Depuis le 30 juillet, Ceuta, enclave espagnole située sur la côte marocaine et frontière extérieure de l'Union européenne, fait face à une crise humaine majeure. En quelques jours, des dizaines de milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux·ses jeunes, dont des enfants, ont tenté de rejoindre le territoire espagnol par la mer, à la nage, au risque de leur vie. Derrière ces traversées, il y a des femmes et des hommes contraint·es à l'exil par la pauvreté, le chômage, les inégalités, l'absence de perspectives et le profond déséquilibre économique entre les deux rives de la Méditerranée. Aucune personne ne quitte son pays, ne franchit une frontière ou ne se jette à la mer par plaisir.

La Fédération CGT des Services publics refuse que ces êtres humains soient présent·es comme une menace, une « invasion » ou une arme dans les rapports de force entre États. Les personnes migrantes ne doivent pas servir de cautions aux politiques diplomatiques, sécuritaires ou électorales.

Quels qu'en soient les ressorts, la crise de Ceuta révèle une réalité insupportable : des vies humaines sont instrumentalisées par les droites à l'échelle mondiale. Nous dénonçons haut et fort cette internationale brune, prête à toutes les outrances, à tous les mensonges et à toutes les manipulations pour nourrir les peurs en Europe, attiser le racisme et dresser les peuples les uns contre les autres.

C'est pourquoi nous affirmons notre solidarité avec l'Espagne face aux pressions de l'extrême droite européenne et condamnons notamment la décision démagogique du gouvernement Meloni de suspendre Schengen avec l'Espagne.

Nous dénonçons également le choix du régime marocain de s'aligner sur les États-Unis et Israël pour faire reconnaître ses prétentions sur le Sahara occidental. En 2020, Rabat a normalisé ses relations avec Israël dans le cadre des accords d'Abraham, avant de renforcer cette alliance par un accord de coopération sécuritaire en 2021. En donnant aujourd'hui le nom de Donald Trump à l'axe Tiznit-Dakhla, construit en territoire sahraoui occupé, le Royaume assume ce marchandage géopolitique. Les droits du peuple sahraoui ne peuvent être sacrifiés aux ambitions de la monarchie marocaine.

La Fédération CGT des Services publics condamne les discours racistes et xénophobes qui se développent à la faveur de cette crise. Elle condamne également toute réponse reposant exclusivement sur la fermeture des frontières, les expulsions expéditives et la militarisation.

L'urgence doit être celle de la protection des vies humaines. Face à la surenchère xénophobe, l'Europe doit choisir la solidarité et les droits humain.

Nous exigeons :

- L'accueil digne et la mise à l'abri immédiate de toutes les personnes présentes à Ceuta ;
- Une protection particulière pour les enfants et les mineur-es isolé-es ;
- Le respect effectif du droit d'asile et l'interdiction des refoulements sans examen individuel des situations ;
- Des voies légales et sécurisées de migration afin que la Méditerranée cesse d'être un cimetière ;
- Une enquête indépendante sur les circonstances de cette crise et sur les décès survenus lors des traversées ;
- Des moyens humains et financiers renforcés pour les services publics, les personnels territoriaux, les services sociaux, sanitaires et de secours, ainsi que pour les associations intervenant auprès des personnes exilées ;
- Une véritable solidarité européenne, fondée sur l'accueil et le partage des responsabilités, et non sur la concurrence sécuritaire entre les États.

Les gouvernements européens ne peuvent continuer à investir des milliards dans les murs, les barrières et les dispositifs de surveillance tout en réduisant les moyens consacrés à l'accueil, à la coopération et au développement des services publics dédiés à l'accueil des migrant-es. Il est urgent d'agir sur les causes profondes des migrations : la pauvreté, les guerres, les dérèglements climatiques, l'exploitation économique et les politiques commerciales qui aggravent les inégalités entre les peuples.

À Ceuta comme ailleurs, aucune frontière ne doit devenir un tombeau : face à l'internationale brune, opposons la solidarité, l'égalité des droits et la fraternité entre les peuples.